

4 Économie

Plan de relance économique/Appui budgétaire des bailleurs de fonds

Le Gabon sur la bonne voie

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Au terme d'une mission de 10 jours, les services du FMI sont parvenus à un accord avec les autorités gabonaises en ce qui concerne les mesures qui pourraient favoriser l'approbation de la troisième revue par le conseil d'administration. En effet, selon les conclusions de la délégation du Fonds, l'économie nationale se redresse lentement, et des mesures importantes ont été prises depuis l'achèvement de la deuxième revue pour maintenir le programme en bonne voie.

UNE mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par le chef de la délégation Boileau Loko a séjourné à Libreville du 7 au 16 novembre pour mener les entretiens relatifs à la troisième revue de l'accord élargi en faveur du Gabon, au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). Après 10 jours de travaux, les experts du FMI se sont

dit satisfaits des résultats obtenus par le Gabon. La mission s'est accordée avec les autorités sur les mesures et les réformes à entreprendre pour continuer d'assainir les finances publiques, tout en soutenant la croissance, préserver la stabilité extérieure et favoriser une croissance inclusive.

« L'activité économique se redresse : la croissance est estimée à environ 1,2 % en 2018, contre 0,5 % en 2017, bien que la production de pétrole ait été inférieure aux prévisions. L'inflation est montée à 3,4 % (moyenne sur 12 mois) en septembre 2018, en raison de la hausse des prix de l'alimentation et de la répercussion de l'augmentation des prix internationaux du pétrole. Les résultats budgétaires à fin septembre ont été meilleurs que prévu, les recettes non pétrolières étant supérieures à l'objectif », a indiqué le chef de la délégation Boileau Loko.

Selon les services du Fonds, l'année 2019 devrait confirmer la reprise économique du pays, mal-



Le chef de mission du FMI au Gabon, Boileau Loko, à l'issue de sa visite d'évaluation.

gré une conjoncture internationale qui s'annonce difficile. « La reprise devrait s'affermir en 2019 et les perspectives à moyen terme restent prometteuses, avec une projection de croissance du PIB de 3,1 % en 2019, et 5 % à moyen terme. Parmi les risques entourant les perspectives figurent l'absence de mise en œuvre de la consolidation budgétaire prévue, un ralentissement de la croissance mondiale et un durcissement prononcé des conditions financières mondiales », a souligné Boileau Loko.

Les services du FMI ont

également salué les efforts que les autorités déploient pour améliorer l'exécution du programme depuis la deuxième revue. La plupart des cibles fixées pour fin septembre 2018 ont été atteintes, ont-ils indiqué. « La majorité des réformes structurelles appuyées par le programme ont été mises en œuvre, bien qu'avec certains retards. La consolidation budgétaire demeure une priorité du programme. La mission a noté que les autorités sont déterminées à mettre en œuvre toutes les mesures essentielles qui figurent dans la Loi de finances rectificative 2018,

afin d'atteindre l'objectif de déficit budgétaire à la fin de l'année. La politique budgétaire pour 2019 vise à continuer d'accroître les recettes non pétrolières, à maîtriser la masse salariale et à améliorer la composition des dépenses publiques, afin de créer un espace pour les dépenses sociales et les dépenses d'investissement qui sont prioritaires », a fait remarquer Boileau Loko.

AJUSTEMENT* Cependant, la mission du Fonds a insisté sur l'amélioration de certains indicateurs de gestion. Notamment l'exécution du budget, un alignement des engagements de dépenses et des plans de trésorerie, ainsi que la mise en œuvre du compte unique du Trésor.

Mais aussi la gestion de la dette et de trésorerie, afin d'éviter l'accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs.

La mission a aussi mis en évidence les risques budgétaires que représentent les entités publiques. « En dépit de certains progrès, la situation financière de plusieurs entités et entreprises

publiques reste précaire, et faute d'une amélioration, pourrait représenter des passifs conditionnels considérables pour l'État. Il est nécessaire d'accélérer la liquidation des trois banques en difficulté, et de s'attaquer promptement au niveau excessif des prêts improductifs, afin de renforcer le secteur bancaire et d'encourager le crédit au secteur privé. Il est crucial aussi de continuer d'améliorer le climat des affaires », a prévenu Boileau Loko.

La délégation du Fonds en mission a aussi noté avec satisfaction que les autorités gabonaises sont déterminées à agir de manière à préserver la stabilité monétaire de la région. Il s'agit de poursuivre l'assainissement des finances publiques et de prendre des mesures tangibles pour renforcer le respect de la réglementation des changes, notamment en ce qui concerne le rapatriement des recettes d'exportations, qui constitue une mesure cruciale pour reconstituer les réserves de change de la BEAC.

SNI/ Lotissement de Mangoumba

20 hectares réservés aux Gabonais de la diaspora

MSM
Libreville/Gabon

POUR encourager l'accès des Gabonais vivant à l'étranger, à un titre de propriété, la Société nationale immobilière (SNI), bras séculier de l'Etat en matière de politique de logement, a annoncé qu'elle va mettre à disposition de ces compatriotes une superficie de 20 hectares (ha) à l'intérieur du lotissement de Mangoumba, dans la commune d'Akanda.

Interrogé sur cette ques-

tion, le directeur général de la SNI, Hermann Kamonomono, a justifié cet investissement par la nécessité de donner à chaque Gabonais établi à l'étranger, l'opportunité d'être propriétaire en possédant une parcelle constructible.

« J'ai vécu moi-même pendant de longues années à l'étranger, et je sais que le plus grand souhait d'un compatriote vivant à l'étranger, c'est de devenir propriétaire d'une maison, chez lui, au Gabon. Malheureusement, jusqu'à maintenant, cela a toujours été la



Le directeur général de la SNI, Herman Kamonomono, mettra à la disposition de la diaspora des terrains viabilisés à Mangoumba.

croix et la bannière pour nos compatriotes ayant travaillé de nombreuses an-

nées à l'étranger, en rentrant au pays, se sont même retrouvés à devoir habiter chez des parents ou à louer pour les plus chanceux. Nous nous devons de penser également à eux et de trouver des solutions. Cet espace de 20 ha, réservé pour eux, entre dans le cadre d'une phase pilote devant permettre aux actifs gabonais établis à l'étranger, d'accéder à la propriété foncière, tout en résidant à l'étranger.»

Pour ce faire, la SNI vient de mettre en ligne un nouveau site internet www.snigabon.ga qui per-

mettra aux compatriotes de la diaspora de faire leur demande de logement ou de parcelle en ligne. Ce site, qui est relié à une base de données sécurisées interne à la société, permettra à la SNI d'enclencher le processus d'obtention d'une parcelle.

Il permettra également aux futurs acquéreurs, depuis l'étranger, de suivre les différentes étapes jusqu'à l'acquisition des parcelles, ainsi que d'avoir accès aux différentes offres commerciales de la SNI.

BGFI/Offres de formation adaptées aux besoins des professionnels

La banque à la conquête des entreprises

W.N.
Libreville/Gabon

POUR faire face aux besoins en formation des entreprises locales, BGFI business school (BBS) a présenté, vendredi dernier, aux différents opérateurs

économiques, leurs offres de formations professionnelles et linguistiques.

Pour le directeur général de BBS, Pr Pamphile Mezui Mbeng, « les offres proposées par BBS servent à accompagner le développement du capital humain des entreprises. » Elles concernent la

fiscalité, le marketing digital, la technique bancaire, le management d'entreprise, le développement commercial, la comptabilité, gestion d'entreprise. Au cours d'une séance de questions-réponses, les opérateurs économiques ont échangé sur les attentes relatives aux

formations et à la montée en compétence des personnels de leurs entreprises.

Ce qui a fait dire à M. Alaric, directeur de la formation continue à BBS, que « nos offres de formations sont adaptées à vos besoins. Sachez que le transfert des connaissances doit se faire

en situation de travail pour une montée en compétence de vos équipes », a-t-il indiqué. Pour ce dernier, il s'agit de mettre à la disposition des entreprises une offre de formation renouvelée, professionnalisante et sur mesure, afin d'accompagner les entreprises gabonaises qui at-

tachent du prix à la compétence de leur équipe, pour un meilleur rendement.

S'agissant de l'apprentissage ou le perfectionnement de la langue anglaise, BBS a signé un partenariat avec South african english centre (SAEC).

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 16/11/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	16/11/2018	5 068,85
		USD	1,1296	1USD =	580,698	1 USD	603,253	DOW JONES	16/11/2018	25 080,50
		CAD	1,4937	1CAD =	439,149	1 CAD	472,941			
		JPY	128,6400	1JPY =	5,099	100 JPY	5,636			
		GBP	0,8705	1GBP =	753,558	1 GBP	806,622			
		CHF	1,1395	1CHF =	575,653	100 CHF	637,00			
		ZAR	16,2025	1ZAR =	40,485	100 ZAR	44,66			
		MAD	10,8022	1MAD =	60,724	1 MAD	64,10			
		CNY	7,8543	1CNY =	83,516	1CNY	86,00			
		KES	116,2600	1KES =	5,642	1KES	5,81			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
16 Novembre 2018: 66,00